

Les chrétiens dans la crise économique contemporaine

Jean-Claude Lavigne

Depuis 1891, avec *Rerum Novarum*, l'Eglise propose aux chrétiens des outils d'analyse et d'action à partir de l'Evangile pour faire face aux réalités quotidiennes de leur existence. Elle propose, à travers la doctrine sociale, des critères pour se faire un jugement et pour mettre en place une économie et un système social qui soient meilleurs. L'appréciation positive est liée à deux grandes priorités : le primat de l'homme sur l'économie (l'économie est au service de l'homme et non l'inverse) et la priorité donnée aux pauvres sur les privilégiés pour favoriser une plus grande justice.

Avec de telles priorités, l'Eglise ne peut pas rester inactive face à la crise financière et sociale qui secoue la planète. Les chrétiens ne peuvent pas rester muets et se résigner. Leur premier travail est de comprendre ce qui a conduit à cette crise qui est non seulement financière, mais atteint tout le système économique de la mondialisation, puis de l'analyser à partir des critères de la doctrine sociale et de participer aux recherches de solution.

Une brève histoire de la crise

Au fur et à mesure que la crise financière se déploie, des « experts » se succèdent expliquant avec compétence et sérieux le déroulement de cet effondrement. Selon leur tempérament, ils se montreront soit catastrophistes quant à l'avenir, soit plutôt rassurants pour ne pas trop inquiéter ou interpeler. Les catastrophistes l'emportent cependant en décrivant l'aspect financier de la crise, aspect qui n'est que partiel.

Depuis 1987, la Réserve fédérale américaine (FED) favorise un développement considérable du crédit, avec des taux très faibles, pour que les USA bénéficient d'une très forte croissance. En 1995, dans cette perspective, le gouvernement américain a incité la mise en place de prêts immobiliers, y compris pour des ménages pauvres et parfois insolvables. Ces prêts ont des taux d'intérêt élevés pour compenser le risque de non-remboursement (ce sont les contrats de subprimes) et ils sont assortis de contrats d'assurance, de cautions et d'hypothèques. Les banques pensaient faire un large profit en anticipant aussi sur une hausse du prix des logements dans le long terme, ce qui semblait réduire encore le risque pris.

Ce système de subprimes s'est développé trop largement. Beaucoup de ménages n'ont plus été en état de rembourser leurs prêts après l'été 2008 et les sociétés de garantie de ces contrats (IAG, Fannie Mae et Freddie Mac...) ne purent plus assurer ; elles se mirent en faillite et demandèrent l'aide de l'Etat. Les banques furent en grande difficulté et un vent de panique a accéléré la gravité du malaise. Les banques avaient prévu en partie ces difficultés en transformant les prêts en produits financiers (on appelle cela la titrisation) qui vont devenir des

fonds échangeables sur le marché mondial. Ces fonds sont très risqués, mais les intérêts attendus encore plus grands. Beaucoup de sociétés à travers le monde achetèrent ces produits qui vont se révéler désastreux. Les fonds de pension, les fonds d'investissement, à la recherche de forts profits, vont intervenir en achetant et en vendant très rapidement ces titres et vont déstabiliser le marché. Les banques et les institutions financières perdent alors énormément d'argent. Elles se tournent vers les Etats pour être aidées ou sont rachetées (Merrill Lynch par Bank of America) ; certaines déposent leur bilan et licencient leur personnel. C'est le cas de Lehman Brothers et de nombreux autres grands acteurs de la finance internationale à travers le monde (Royaume-Uni, Belgique...) qui étaient actionnaires de ces grands financiers de l'investissement au niveau de la planète.

Si les banques ont beaucoup prêté de manière irraisonnable, si elles ont pris des risques énormes, c'est qu'elles sont mises sous pression par leurs actionnaires pour dégager rapidement de forts profits. A cela s'ajoutent des pratiques malhonnêtes de certains banquiers et financiers (le scandale Madoff n'est qu'un épisode d'une longue série qui avait déjà commencé avec Enron en 2001) et le manque de prudence de certains traders qui sont rémunérés selon leurs transactions.

La pratique qui consiste à stimuler les dirigeants d'entreprise à avoir des politiques favorables à la hausse des cours boursiers par des stock-options, d'un montant très élevé a aussi joué un rôle dans l'effervescence boursière. Une bulle énorme, comparée avec les réalités de la production et des échanges de biens et services, s'est constituée, puis a éclaté. Les hésitations de H. Paulson, secrétaire US au Trésor, sur la manière de gérer la crise financière dans un contexte électoral a contribué à augmenter la panique. Cette dernière est relancée par le scandale Madoff, par les annonces de licenciement et par une morosité générale.

Les causes structurelles

Il y a plusieurs crises dans ce qu'on appelle la crise financière contemporaine, c'est ce qui lui donne son caractère de gravité. On peut, en effet, parler à son propos d'une crise du mode de croissance ou du système économique international. Elle ne ressemble pas à celle de 1929, car le contexte est extrêmement différent.

La cause la plus évidente de cette crise est la place considérable prise par la sphère financière au détriment de l'économie de production. Cette sphère a grossi à cause de la recherche d'un profit rapide et élevé par ceux qui avaient des ressources, sans connexion directe avec la réalité économique et sociale. La sphère s'est auto-entretenu par la spéculation et le jeu boursier. La finance s'est détachée progressivement de l'économie, et par là de ses responsabilités par rapport aux hommes. L'Eglise a toujours condamné les solutions qui cherchaient un enrichissement sans un vrai travail et la spéculation s'apparente à un tel jeu ; quand la finance est le principal moteur de l'économie, l'homme n'est plus au centre.

Poussant à la consommation, la société américaine a mis en place une économie à crédit. Ce système ne peut pas durer longtemps, car il faut bien, un jour, payer ses dettes. Ce type d'économie est artificiel et les taux de croissance ne disent rien de cette économie factice. P.

Larrouturou⁴⁷ avait bien lancé un cri sur cette économie qui se développait de manière artificielle et qui allait exploser, mais il n'a pas été assez entendu. Il ne suffit pas de s'interroger sur les facteurs qui ont conduit à l'écroulement, ni même sur les coupables individuels que sont certaines banques imprudentes qui ont joué sur la demande de leurs clients d'obtenir des intérêts très élevés ou les « parachutes dorés » de certains dirigeants. Derrière l'économie de crédit, il y a un double mythe : celui qui affirme que consommer et s'approprier conduit au bonheur et celui de l'amoralisme de la finance. La première facette du mythe est bien connue, intellectuellement, à travers la critique de la société de consommation, mais peu suivie de changements dans les modes de vie et de consommation même si, avec la réflexion des écologistes, on sait que cela est indispensable. La seconde facette repose sur une déconnexion de la finance d'avec l'éthique (et pas seulement la déontologie qui veut donner des codes de bonne conduite à la profession). Cette déconnexion conduit la finance à prétendre être une science dont le seul objectif est de rentabiliser des capitaux, sans la mettre en relation avec les autres dimensions de la vie économique et sociale, ce qui ne peut, à terme, qu'être destructeur du lien social et donc entraîner des crises⁴⁸. L'anonymat du capitalisme contemporain et la mondialisation qui déterritorialise capital et production ont favorisé cet isolement de la sphère financière qui, elle, a suivi sa logique d'expansion via la multiplication des produits financiers (titrisation, crédits automatiquement renouvelés...). La bulle a éclaté révélant que le roi était nu : il n'avait que des promesses pour tenir sa place.

Le drame c'est que les solutions proposées pour sortir de la crise ne font qu'exacerber celle-ci, car on ne vise qu'à stimuler l'emprunt, pour maintenir en activité les banques prêteuses et les grandes entreprises bénéficiaires de cette économie de crédit. La crise n'est pas que financière, elle touche le moteur même de la croissance économique.

La mondialisation néo-libérale qui est la nôtre a fait que la crise s'est répandue. Avec la mondialisation, toutes les économies sont mises en relations et les banques fonctionnent comme une toile d'araignée. La crise d'une banque se répand partout, car tous les grands acteurs financiers ont des relations les uns avec les autres. C'est l'effet domino qui emporte tout le monde. L'absence de régulation au niveau international a contribué à ce que se répandent, à travers la planète, des produits financiers risqués et parfois frauduleux. On a ainsi une crise du système mondial.

Cette crise est aussi la manifestation d'un manque de confiance. Chacun se bat pour lui, même si cela conduit à une crise pour les autres. La lutte pour la survie de chaque acteur économique et sa liberté de faire ce qu'il veut ne permet pas une gestion globale au bénéfice de tous. Le libéralisme trouve là sa limite. Le bien commun n'est plus une préoccupation et ne naît pas de l'égoïsme de chacun.

Une éthique financière déficiente, l'absence d'une réflexion sur les objectifs de la finance internationale (qui devrait répondre à des besoins à long terme de l'économie) et la logique prioritaire du profit à court terme (ce que Jean Paul II appelait dans *Sollicitudo Rei Socialis* une

⁴⁷ P. Larrouturou, *Le livre noir du libéralisme*, Ed. du Rocher, 2007

⁴⁸ L'excellent livre de P. Dembisky montre que la « financiarisation » a détruit la relation au profit de la transaction : *Finance servante ou finance trompeuse*, Parole et silence, 2008

structure de péché) ont conduit à cette explosion contemporaine avec des effets multiples sur la vie en société.

Les effets

Les effets de la crise ne sont encore pas tous déployés. Ils touchent toute la planète et tous les secteurs économiques, mais de manière différenciée, selon l'exposition au crédit et à l'économie américaine.

Les effets sur l'économie réelle (la production et la consommation) touchent d'abord les employés du secteur financier, nombreux, qui sont licenciés, car leurs entreprises ont fait faillite (au moins 150000 à travers le monde). A ce nombre d'employés licenciés, il faut ajouter ceux des entreprises qui travaillent dans des secteurs très articulés au crédit à la consommation : le logement et l'automobile en particulier. Ces entreprises ne rencontrent plus assez de consommateurs et n'écoulent pas assez rapidement leurs produits ; elles ferment et licencient elles aussi. D'autres sociétés licencient ou ne créent pas d'emplois : celles qui n'ont pas obtenu de crédits des banques pour réaliser des investissements, car dans la crise, les banques ne veulent plus prêter ayant peur de ne pas être remboursées.

Chômage et réduction de création d'emploi se marquent sur le pouvoir d'achat et donc sur les sociétés de grande distribution, les commerçants... L'inquiétude quant à demain, la peur d'être sans emploi, conduit à des restrictions de consommation au profit d'une épargne si la situation venait à empirer, ce qui exacerbe la situation. La morosité et l'inquiétude constituent aussi, de manière paradoxale, un bon climat pour certaines sociétés pour se déclarer en difficulté afin d'obtenir des aides ou pour licencier, ce qui aurait été difficile dans une ambiance économique meilleure.

Tous ces mouvements paralysent l'économie et un cercle infernal et vicieux se met en place : moins de consommation donc moins d'investissements, donc moins d'emplois... Dans cette spirale, les monnaies des pays affectés (US et UK en particulier) perdent de la valeur, les produits importés par ces pays reviennent plus chers et sont moins consommés (c'est le cas pour le pétrole, le tourisme international). Le cours des actions baisse, les tenants de porte — feuilles perdent des revenus et s'inquiètent....

Les pays sont affectés de manières différentes. Les plus touchés sont les pays dépendant de l'économie américaine ou très insérés dans la mondialisation financière. D'un certain point de vue, les pays pauvres sont moins directement affectés, mais à cause de la crise, il y aura moins d'aides au développement, moins de transferts financiers venant des diasporas installées dans les pays en crise ; les produits des pays émergents seront moins achetés (impacts à moyen terme sur l'énergie) et les investissements internationaux plus réduits (pour les grands projets touristiques, immobiliers ou structurels). Des emplois ne seront pas créés et des licenciements sont à prévoir, d'autant plus que certains investisseurs internationaux en profitent pour se désengager et se retirent des pays en voie de développement.

La crise financière ne fait pas que des drames ; elle a permis à certains spéculateurs de faire des fortunes et à certains fonds de racheter des pans entiers des économies nationales. Des

investisseurs qui n'ont pas de problème de liquidités trop urgents peuvent acheter de nombreuses entreprises vendues par les actionnaires à bas coût pour les revendre, dès que la situation sera meilleure ou que d'autres acteurs accepteront de prendre des risques (fonds souverains ou autres spéculateurs).

Les plus pauvres qui ne sont pour rien dans l'irruption de la crise en subissent les conséquences. Ils les subiront encore plus par le biais des impôts, là où les gouvernements ont décidé d'intervenir pour soutenir les grandes banques et les grands groupes. Un sentiment d'injustice grandit, car les grandes fortunes trouvent des solutions inaccessibles aux classes moyennes ou aux moins fortunés.

Certains voient dans la crise une possibilité et une chance : le système financier international et la mondialisation néo-libérale ne semblent plus crédibles et cette situation peut favoriser un changement en profondeur. Le système pourrait alors être plus régulé, les États plus responsabilisés et la justice sociale devrait l'emporter plus sur la spéculation (lettre de Benoit XVI du 1 janvier 2009 : combattre la pauvreté, construire la paix). La crise a montré la fragilité des USA, des pays qui leur sont liés, et de leurs banques d'investissement ; un monde plus multipolaire pourrait peut-être surgir de cette crise. Cet « optimisme » doit être nuancé, en écho aux souffrances subies par les plus faibles et par le peu de réactivité sociale pour soutenir ces changements, même si des manifestations ont lieu pour protester contre la situation économique globale.

Quelques suggestions

Les chrétiens ont des valeurs à faire progresser avec d'autres qui ne partagent pas nécessairement leur foi. S'inspirant de la doctrine sociale et de l'économie humaine⁴⁹ des pistes de réflexion à discuter avec d'autres acteurs peuvent s'ouvrir.

La crise marque la faillite d'un système qui ne donne pas la priorité aux humains (par l'emploi par exemple) et à une plus juste répartition des revenus. Le profit de quelques grands acteurs économiques et des seuls actionnaires est une priorité qui doit être remise en cause, surtout si le court terme est seul valorisé. La prise en compte du développement de tous passe par le long terme et la prise en compte de la durabilité. Une réflexion sur le sens des activités économiques et sur la responsabilité financière s'impose pour qu'elle soit au service de chacun et de tous, ce que l'Église appelle le bien commun.

Il ne s'agit pas de récuser le profit ou les investisseurs qui prennent des risques, mais d'appeler à une indispensable régulation de leur fonctionnement par les autorités publiques et par l'action de corps intermédiaires tels que les organisations non gouvernementales et les syndicats, notamment. L'économie et la finance ne peuvent plus être livrées aux seules lois du marché, car leur crise retombe sur les plus faibles (cf. Jean Paul II, ne pas se laisser happer par la mondialisation, avril 2000). L'éthique économique et financière orientée vers le bien commun s'impose avec d'autant plus de force que des acteurs peu honnêtes ont amplifié la

⁴⁹ Et en particulier des thèses de L.-J. Lebreton

crise. Cette urgence est un défi aux chrétiens engagés dans le secteur des affaires, mais aussi un défi pour les animateurs ecclésiaux⁵⁰.

L'État réapparaît partout comme un régulateur nécessaire alors qu'il y a peu on ne jurait que par les vertus du marché et la dérégulation qui devait apporter du dynamisme à l'économie. C'est à lui que font appel les petits épargnants et les dirigeants des PME qui pourtant en appelaient au libéralisme. L'État n'est pas qu'un pompier de service injectant des liquidités ; il peut être — si ses citoyens se mobilisent — celui qui évite les folies auxquelles peut conduire le seul jeu de l'intérêt financier privé, le gain à court terme et la seule logique de l'actionnaire et de la valeur des actions pour mesurer l'efficacité économique d'une entreprise

Jean Paul II dans son discours majeur sur la mondialisation disait : « Maintenant que le commerce et les communications ne sont plus limités par des frontières, le bien commun universel exige que des mécanismes de contrôle accompagnent la logique inhérente du marché⁵¹ ».

Soutenir ceux qui sont à la racine de la crise, en poursuivant leur seul profit financier, apparaît comme une injustice. Il faut soutenir plutôt ceux qui en sont les victimes et sanctionner ceux qui, par des pratiques malhonnêtes, ont mis en danger le système. La justice passe par là.

La crise suggère aussi que les critères d'appréciation d'une économie, et donc les priorités des politiques, doivent changer. Le taux de croissance ne peut pas mesurer ce qu'est une économie bonne et juste. De nouveaux critères tels que la réduction des inégalités, la solidarité, l'employabilité, le développement culturel... ou encore ceux qui avaient été promus par les Nations unies autour des Objectifs du Millénaire (qui ne seront pas atteints) peuvent donner une image plus juste des vrais progrès économiques.

La place du crédit à la consommation dans la crise invite à sortir de cette illusion que le bonheur est atteint à travers la consommation à outrance, l'achat de gadgets ou le luxe, avec ce que cela signifie de gaspillage et d'incohérences. D'autres styles de vie plus sobres, s'appuyant sur des valeurs de solidarité économique et écologique, doivent être promus. Refuser le « toujours plus » et avoir le souci de faire entendre la voix des plus exclus, tant au Nord qu'au Sud, sont des priorités pour les chrétiens.

La confiance par rapport à la mondialisation et à la finance a été ébranlée. Le terme de confiance est proche de celui de foi. La crise financière autorise-t-elle encore à mettre notre confiance dans les promesses du système économique contemporain ? Nous ne pouvons plus — et ne devons plus — croire encore être à l'abri des catastrophes et être entrés dans une phase d'expansion sans limites. Ulrich Beck⁵² a bien montré que nous étions dans une société du risque et que la naïveté n'était pas de mise. La crise va renforcer le pessimisme dans l'avenir du monde, dans la méfiance, le chacun pour soi. L'optimisme faux et le pessimisme radical n'aident pas à faire face aux enjeux. Il y a un vrai problème de crédibilité qui touche tous les secteurs de la vie en société. Les chrétiens ont alors un travail à faire pour rendre compte de

⁵⁰ Benoît XVI

⁵¹ 27 avril 2000 à la VII^e séance plénière de l'Académie pontificale des Sciences sociales.

⁵² U. Beck, *La société du risque sur la voie d'une autre modernité*, Flammarion, 2003

leur espérance (pas de leur naïveté béate) dans un monde de doute et de pessimisme. La question de l'espérance⁵³ est ainsi centrale dans la réflexion théologique à tenter.

La crise que nous traversons pourrait nous conduire au tragique. Elle conduit au contraire à prendre une distance face au mirage qui consiste à croire qu'on peut servir deux maîtres (Mt 6,24). Le second maître — l'argent — n'est pas à servir, mais à faire servir pour le bien commun et une vraie valorisation des ressources humaines et environnementales. Une valorisation et non pas une destruction. Ces enjeux invitent à redonner un vrai poids à l'État et à la citoyenneté politique (la plus grande des vertus selon St Thomas d'Aquin). Tout cela appelle plus que jamais les chrétiens à faire entendre leur voix et leurs questions dans les débats de société pour que l'Évangile irrigue notre monde et soit un ferment de fraternité.

⁵³ *Au-delà de Spe Salvi* de Benoît XVI